

économie de 55 millions de dollars pour le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, et de 115 millions de dollars pour le gouvernement. Si tous les ministères procédaient à des compressions de la même ampleur que celles que notre Comité propose, nous sommes d'avis qu'on pourrait économiser plusieurs milliards de dollars tout en rationalisant et en améliorant les services dispensés aux Canadiens. Toutefois, cette constatation m'amène à notre second message, à savoir qu'on ne peut pas réaliser de réelles économies sans diminuer la taille de la fonction publique.

Troisièmement, nous estimons que le gouvernement devrait axer son soutien financier sur les petites et moyennes entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions de dollars, dans les cas où ce soutien aurait des incidences sur la prise de décisions. Les sociétés plus importantes exploiteront un marché, dans la plupart des cas, si cela leur paraît opportun du point de vue commercial, indépendamment de l'existence d'un soutien gouvernemental.

Quatrièmement, il importe de mieux coordonner les programmes et services fédéraux et provinciaux. On observe tout simplement trop de chevauchements et de doubles emplois. L'abondance des programmes et services offerts par les divers ministères fédéraux et provinciaux, ainsi que par les sociétés d'État, prête à confusion, particulièrement pour les petites entreprises, et elle constitue un gaspillage de ressources.

Enfin, en cette période de restrictions budgétaires, il faut que le gouvernement obtienne un meilleur effet de levier de ses ressources. Notre économie ne peut se payer le luxe de laisser passer des occasions de profiter d'activités internationales qui ne sont pas liées au commerce. En guise d'exemple, un lien plus étroit entre nos ressources consacrées à l'aide et celles affectées au commerce s'impose.

L.R. Wilson